



Lors de la première conférence semestrielle des gouverneurs ce lundi 17 juillet à Yaoundé, le ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji a déclaré que la lutte contre la criminalité allait s'intensifier au Cameroun. « La traque des criminels qui agissent en bandes organisées va s'intensifier dans les 10 régions du pays. C'est une haute instruction du chef de l'État », a-t-il dit à l'ouverture de la conférence, tout en soulignant que les autorités administratives ont « l'impérieux devoir » de protéger les citoyens et leurs biens.

« Les bandits de grand chemin doivent comprendre qu'ils n'auront jamais où se cacher dans notre beau pays, car les forces de maintien de l'ordre, sous la coordination des autorités administratives, sont plus que jamais déterminées à les traquer et à les mettre hors d'état de nuire », a-t-il ajouté. Cette rencontre intervient dans un contexte de hausses des agressions et homicides dans le pays.

« Au cours du semestre qui s'achève, nous avons constaté une hausse sensible de la criminalité en zones urbaines et péri-urbaines. Les agressions dans les taxis de ville par de faux passagers qui sont complices de certains chauffeurs véreux sont récurrentes, les conducteurs de mototaxi qui agressent et tuent les paisibles citoyens, ainsi que les assassinats et les braquages à domicile qui sont régulièrement signalés », a signifié le membre du gouvernement.

« Caméras invisibles »

Ce dernier ne mentionne toutefois pas dans son discours les mesures prises ou envisagées pour contrer ce phénomène. En mai dernier, Paul Atanga Nji avait annoncé des « mesures draconiennes pour éradiquer les activités criminelles qui rôdent autour du transport urbain et interurbain », en raison de la recrudescence des agressions dans les transports urbains par taxi et mototaxi dans la capitale. Parmi ces mesures, il citait notamment l'identification désormais obligatoire des conducteurs de taxi et mototaxi et les propriétaires qui mènent ces activités alors que le gouvernement peine depuis des années à assainir la profession de mototaxi au Cameroun.

Ce secteur d'activité, né du chômage des jeunes et de l'absence des transports publics, est

régulièrement accusé d'être le repaire de malfaiteurs. Les autorités locales regrettent en effet que plusieurs de ces engins à deux roues ne soient pas immatriculés, ce qui rend difficile leur identification. Le Minat affirme qu'il est temps de « mettre de l'ordre » dans ces activités et requiert la « franche » collaboration des syndicats et des populations.

« Je tiens à dire ici tout haut que les caméras invisibles de la police et de la gendarmerie sont aux trousses des bandits de grand chemin, des assassins, des braqueurs et des vendeurs de drogue. Les filets de la police et de la gendarmerie sont tellement vastes que les malfaiteurs n'ont et n'auront jamais le moindre espace pour se cacher », soutient Atanga Nji, qui se vante des « exploits » des forces de maintien de l'ordre qui ont notamment interpellé le conducteur de mototaxi soupçonné d'avoir mortellement poignardé une jeune gendarme au quartier Kotto à Douala et un autre et ses complices qui ont récemment tué et brûlé une dame au quartier Ngoussou à Yaoundé.

[SBBC](#)
